Géopolitique du Golfe. Retour du Qatar, affaiblissement des Émirats arabes unis

En quelques années, le Qatar a réussi à sortir de son isolement et à affirmer sa place dans un environnement régional, mais aussi plus loin comme le prouve son rôle en Afghanistan. En revanche, les Émirats arabes unis ont accumulé les revers, même s'ils continuent à disposer de nombreux atouts.

traduction : français · anglais · espagnol · arabe
RELATIONS INTERNATIONALES · **HICHAM ALAOUI** · 12 OCTOBRE 2021
#Diplomatie #Géopolitique #Afghanistan #Arabie saoudite #Émirats arabes unis (EAU) #Qatar

Kabul, Kaboul, 15 septembre 2021. Des membres des forces spéciales du Qatar, dont Mohammed Al Nuaimi qui a piloté l'avion qatari ayant transporté l'ambassadeur américain Rick Neumann.
Getty Images via AFP

EN JUIN 2017, UNE COALITION D'États ARABES MENÉE PAR LES Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite imposait un embargo au Qatar. Le petit émirat semblait alors au plus bas de son influence régionale, isolé par leur contre-révolutionnaire ennemi saoudien, il s'abîmait que son long soutien aux Frères musulmans était révélé peu productif. Il a alors subi de fortes pressions pour fermer ses médias, y compris sera fer de lance la télévision Al Jazeera. Alors que l'administration Trump se répandait en louanges pour les dirigeants émiratis et saoudiens, l'avenir du pays semblait fort incertain.

Quatre ans plus tard, la situation s'est inversée. La région du Golfe a connu un réquilibrage géopolitique dynamique. Le Qatar a recouvré une nouvelle stature grâce à la puissance de sa politique étrangère qui surpasse de loin sa petite taille géographique. Et ce sont désormais les Émirats qui se retrouvent sur la défensive, ayant subi de multiples revers sur différents dossiers régionaux. Cette nouvelle donne s'explique avant tout par leurs approches régionales diamétralement opposées. Le Qatar a mis au point une politique étrangère indépendante, inspirée par une vision stratégique sur le long terme, alors que, de leur côté, les Émirats ont appliqué des tactiques à court terme.

LE DOSSIER AFGHAN

La situation en Afghanistan illustre la réhabilitation du Qatar. Ayant longtemps servi de médiateur dans les conflits régionaux, il a décidé — et il a réussi à faire décision controversée à l'époque — d'accueillir les talibans en 2013 et d'arbitrer par la suite les pourparlers de paix avec les États-Unis. Au lendemain du retrait américain, l'émirat est devenu incontournable pour tout dialogue avec les talibans. Il a facilité les ponts aériens pour l'évacuation de nombre d'Américains et d'Afghans en danger, et aux côtés de la Turquie, il a accepté de gérer l'aéroport de Kaboul au nom du nouveau pouvoir. Les relations entre l'Occident et les talibans dépendent désormais en partie de Doha.

Ceci marque un tournant important pour les intérêts qatariis qui s'étendent géographiquement très au-delà de ceux de leurs rivaux du Golfe. Par le passé, les conflits entre États du Golfe et Iran se résumaient à la politique énergétique du Proche-Orient et à assurer la sécurité des réserves locales de pétrole et de gaz. Le cas afghan est diamétralement différent : en tant que champ de bataille de deux décennies d'interventionnisme occidental contre le djihadisme, l'Afghanistan rappelle aux puissances occidentales leurs plus grands traumatismes liés au terrorisme et à l'islamisme. Et c'est ici, loin du détroit d'Ormuz, que l'influence qatarie relève surface.

ABONNEZ-VOUS **GRATUITEMENT** À LA **LETTRE D'INFORMATION** HEBDOMADAIRE D'ORIENT XXI
Mon e-mail
S'ABONNER

Le rôle du Qatar en Afghanistan se manque pas d'ironie : si l'émirat était accusé d'être trop proche de l'islamisme, et donc du terrorisme, il est précisément apprécié pour son rôle de médiateur auprès des talibans. La communauté internationale compte désormais sur ce pays pour surveiller et éventuellement tempérer cette forme extrémement conservatrice d'idéologie islamiste.

En cela tenant à l'histoire, les rebondissements géopolitiques en Asie centrale ne mettent certainement pas fin au grand jeu « entre les grandes puissances, mais ils montrent de nouveaux acteurs dans l'équation. Le Qatar devra bientôt affronter l'influence de Pakistan, qui soutient depuis longtemps les talibans. Longuement militaire d'Islamabad en Afghanistan remonte à la guerre froide, lorsque le pays cherchait à accroître son poids stratégique par rapport à l'Inde. Le Pakistan entend également rétablir l'influence du nationalisme pachtoune chez lui en soutenant une version islamiste de celui-ci de faoire crée de sa frontière occidentale. Stratégie dissuasive avec les talibans lui permettrait également de restructurer les mouvements et les maulvas talibanes qui opèrent au sein de ses propres frontières et y sont de plus en plus populaires.

Mais si le Qatar démontre sa force en Afghanistan, il ne perd pas de vue ses objectifs traditionnels et vitaux dans le monde arabe. Dans la région, la Palestine pourrait représenter une prochaine ouverture pour le Qatar et lui permettrer de rétablir son ascenséo affaissé sur scènes d'intermédiaire entre le Hamas d'une part et les États-Unis et Israël de l'autre. Contrairement aux Émirats, le Qatar, n'ayant pas normalisé ses relations avec Israël, jouit toujours d'une certaine crédibilité auprès des Palestiniens. Et à la différence de la route de Gaza contre-révolutionnaire, il peut traiter plus facilement avec le Hamas, car il n'a jamais considéré le groupe islamiste comme un groupe terroriste. Ce faisant, le Qatar pourrait aligner les souffrances des Gazaouis sans soutenir explicitement le Hamas, et donc préserver sa crédibilité auprès des États-Unis et d'Israël. Il pourrait ainsi devenir, finalement, le principal facilitateur des contacts entre les États-Unis, Israël et les Palestiniens.

UN FRONT CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE QUI ACCUMULE LES ÉCHECS

À l'inverse de la victoire stratégique du Qatar, les Émirats arabes unis et, par extension, le front contre-révolutionnaire (qui comprend notamment l'Arabie saoudite et l'Égypte) accumulent les erreurs tactiques. Alors que la politique de Doha était concentrée sur le soft power et une habile diplomatie indépendante, les Émirats, après le printemps arabe, ont investi dans le hard power, avec la complicité de l'administration Trump, de sort lancé des interventions militaires dans la région dans le but d'arrêter toute avancée démocratique. Ils ont également promu de nouvelles technologies comme Pegasus pour réduire au silence les dissidents et les voix critiques à l'étranger.

Cette stratégie a clairement montré ses limites, surtout parce que ces démonstrations de force n'ont fait qu'amplifier les crises économiques et sociales. Les situations humanitaires désastreuses dans lesquelles se débattent la Libye et le Yémen confirment ce bilan mitigé. Les Émirats se sont également retrouvés pieds et poings liés en France dans le dossier gazier de Gaza de 2021. Leur soutien enthousiaste à l'accord du siècle « sous l'administration Trump les a empêchés de s'engager plus avant avec les Palestiniens sur le terrain. Même l'embargo émirati-saoudien contre le Qatar a échoué, comme l'a prouvé la timide reconciliation de Riyad et Abou Dhabi avec Doha en janvier 2021.

Cela ne se vérie pas toujours passé comme ça. L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis maîtrisaient autrefois la diplomatie comme les Qataris le maîtrisent aujourd'hui. Riyad entretenait une relation spéciale avec le Yémen, comme le Qatar avec l'Afghanistan aujourd'hui. De même, lorsque les talibans sont gouverné l'Afghanistan pour la dernière fois à la fin des années 1990. Dhabi saoudite et les Émirats étaient les seuls pays arabes à reconnaître leur gouvernement. Ils avaient développé des réseaux qui ont présenté profondément le pays. Pourtant, ces canaux d'accès et d'influence se sont rétrécis après les printemps arabes du fait de leurs prises de position contre révolutionnaires, accompagnées d'une consolidation d'un système rigide et hierarchique dans leurs propres États.

SOUTIENS ORIENT XXI
Grâce à ceux qui ont choisi **grand et sans publicité**
Vous pouvez nous soutenir en faisant un don ponctuel.

Ces ajustements n'ont pas donné les résultats escomptés, car l'axe contre-révolutionnaire s'a jamais réussi à écraser les velléités de changement démocratique et la volonté de participation politique dans toute la région. La volonté de restaurer une stabilité autoritaire a aussi été remise en cause par les mouvements populaires qui ont continué à se mobiliser au cours de la dernière décennie. La deuxième vague du printemps arabe tout au long de 2018-2019 en Algérie, au Soudan, en Irak et au Liban a révélé une nouvelle réalité. Si le front contre-révolutionnaire peut entraver les avancées démocratiques, il ne parviendra jamais à renverser ou à réimposer un passé devenu obsolète.

Un autre facteur qui a permis la réémergence du Qatar est le manque de cohérence de l'axe contre-révolutionnaire. Dans les années qui ont immédiatement suivi le printemps arabe, les dirigeants saoudiens et émiratis ont évolué au même rythme, en harmonisant leurs politiques étrangères dans de nombreux domaines. Cependant, récemment, avec le prince héritier Mohamed Ben Salman, Dcabie saoudite a rédéfini son approche et opprès à agir de manière plus pragmatique en prenant ses distances par rapport aux Émirats arabes unis.

Les raisons d'une telle discorde sont nombreuses. Le régime saoudien s'est trop souvent retrouvé à servir d'opposé aux dirigeants émiratis sans recevoir de grande reconnaissance en retour. Riyad a engagé d'énormes ressources militaires pour financer les grandes aventures contre-révolutionnaires, mais en revenait de sérieux critiques sur la question des droits humains. De plus, les Saoudiens ont été pris de court par la décision des Émirats de normaliser les relations avec Israël, sachant pertinemment qu'ils ne possèdent pas faire de même. Du premier lieu parce que la population saoudienne est bien plus nombreuse et l'opposition intérieure bien plus forte, mais aussi parce que les dirigeants saoudiens portent la charge symbolique de la protection des lieux de l'Islam.

TENSIONS AVEC L'ARABIE SAOUDITE

Fondamentalement, le régime saoudien se hat pour la même part de marché géopolitique que les dirigeants émiratis, et cette compétition a maintenant éclaté au grand jour. Les démocrates publics entre les deux puissances sont devenus plus flagrants, comme l'a prouvé leur divergence, durant l'été 2021, sur la production de pétrole qui a temporairement marginalisé l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Cela ne perçait aussi au-ra de la récente décision saoudienne de ne faire affaire qu'avec des multinationales qui ont un siège régional en Arabie saoudite, ce qui a amené certaines d'entre elles à abandonner les Émirats pour se replier dans le royaume.

Le rapprochement entre la Turquie et l'Égypte a également favorisé le Qatar. Ce rétablissement des relations mettre que Recep Tayyip Erdogan est prêt à rétablir le soutien turc aux Frères musulmans, et qui a encouragé le Qatar à faire de même. Tous deux rencontrent un ennemi commun les acteurs islamistes de Établissement, tels que les Frères musulmans en Égypte, Ennahda en Tunisie et le Parti de la justice et du développement (PJD) au Maroc, sont perdu de leur influence.

Certes, ce sont trois groupes différents qui opèrent dans des environnements très distincts. Cependant, leur présence situation révèle une tendance générale : un double échec consistant à avoir recours à une idéologie pour s'attirer le soutien populaire, tout en faisant des incursions institutionnelles dans des États autoritaires peu enclins à les voir s'étendre dans leurs appareils. Cela ne marque en aucun cas la fin de l'islamisme en tant que force politique, car des secteurs importants de ces sociétés sont encore prêts à soutenir leurs plateformes conservatrices combinant foi et politique. Cependant, cela permet de faire sortir le dossier de l'islamisme des points de discorde entre Doha et Riyad, tout en défiant les mains du Qatar qui peut agir plus librement.

DES RÉGLES DU JEU QUI CHANGENT

Que le Qatar revaincu à travers sa politique étrangère ne signifie pas que ses engagements idéologiques ont changé. Il ne promeut pas le libéralisme, et il ne prône pas un autre printemps arabe. Il ne fait pas partie de la contre-révolution, mais ce n'est pas non plus un acteur révolutionnaire. C'est seulement un acteur pragmatique qui comprend le sens de l'histoire. Mais s'il veut préserver ses acquis, il devra néanmoins effectuer une ouverture politique sur le plan intérieur.

De même, si les Émirats ont trébuché, cela ne les affaibli en rien sur le plan intérieur. Ils se targuent d'une administration publique efficace et de bonnes capacités institutionnelles, qui attirent un éventail impressionnant d'entreprises et de travailleurs venus du monde entier. Leurs réserves énergétiques sont considérables. De plus, bien que leur système politique reste assez formal que celui de l'Arabie saoudite, il est moins vulnérable à l'opposition interne et aux protestations publiques compte tenu de leur société plus réduite et de leurs méthodes de contrôle assez sur la technologie. Par conséquent, leurs revers au niveau régional ne se traduiront pas nécessairement par des revers internes.

Néanmoins, le renouveau stratégique du Qatar offre des implications cruciales pour les développements régionaux. Premièrement, maintenant que les règles du jeu entre le Qatar et les Émirats arabes unis ont changé, les deux États cherchèrent de nouveaux terrains de compétition. La politique qatarie, par exemple, exploite ses ressources éducatives, médiatiques et culturelles pour appuyer son soft power, comme l'ont fait les Émirats. Mais le Qatar doit encore appréndre ce que les Émirats arabes unis ont déjà fait : traduire ces acquis en résultats économiques rentables, par exemple grâce à sa stabilité et la gestion des ports, de ses investissements ainsi que de son accès aux secteurs économiques cruciaux à l'étranger.

Deuxièmement, les Émirats mieux désormais sur Pékin. La présence de la Chine au Proche-Orient reste faible sur des accès économiques plutôt que sur des moyens militaires comme c'est le cas pour les États-Unis. Et dans le Golfe, les Émirats arabes unis se sont engagés à devenir le point d'entrée de la Chine dans la région. Ils se sont déjà présentés comme une plaque tournante majeure de la stratégie vacutuale de Pékin, aidant à la fois à produire et à distribuer les vaccins chinois contre la COVID-19 dans le reste du monde arabe. La prochaine étape logique consiste à répondre aux intérêts chinois dans le Golfe en tant que débouchés pour sa « nouvelle route de la soie », ce qui nécessitera des accords plus complexes sur les questions logistiques, le transport et les chaînes d'approvisionnement.

En somme, deux petits États du Golfe aux ambitions démesurées entrent dans une nouvelle ère de compétition géopolitique. Et les résultats de cette confrontation restent imprévisibles.

HICHAM ALAOUI
Chercheur associé à l'université d'Harvard, ancien de politiste aux éditions Fulgure Sarcelles. Parmi Bonneuil, Tunisie-sur-Eguet (sic), ouvrier.

Les articles publiés sur notre site sont sous licence Creative Commons. Si vous souhaitez reproduire ou traduire un article d'Orient XXI, merci de nous en informer à : redaction@orientxxi.info

DU MÊME AUTEUR :
LIRE AUSSI ▸

Les Émirats arabes unis, un acteur mécontent
PHILIPPE BONNIFACE, CHARLES-ANTOINE LAMARE

Le jeu d'équilibre risqué de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis
ALAIN GRESH

Qatar: une résistance payante face à l'Arabie saoudite
MICHAEL KAMBER, ALEXANDRE BAMBERGER

Football. L'Arabie saoudite aiguise ses appétits sportifs
GERARD LEMARQUIS

SOUTIENS ORIENT XXI
Vous aimez ce site ou media **gratuit et sans publicité**
Vous pouvez nous soutenir en faisant un don ponctuel.

ORIENT XXI
Orient XXI est un media **gratuit et sans publicité**
Vous pouvez nous soutenir en faisant un don ponctuel.
Qui sommes-nous ? · Pourquoi ce site ? · Conditions · Contactez-nous · Mentions légales · Politique de confidentialité · Proposer des pitches · Contact · Charte de déontologie · Mentions légales · Politique de confidentialité · Mentions légales
LA LETTRE · FACEBOOK · TWITTER · FLIPBOARD · RSS · ENGLISH
Orient XXI est un media **gratuit et sans publicité**
© Association Orient XXI, 60 bis avenue d'Ivry, 75013 Paris, 1 rue des Cormes, Paris, France - ISSN 2270-0879